



WORLD
POLICY
CONFERENCE

World Policy Conference

Première édition, en présence de S.E.M. Nicolas Sarkozy, Président de la République française et de nombreux chefs d'État ou de gouvernement

Évian, 6-8 Octobre 2008



Introduction

La mondialisation a pu laisser croire à « la fin de l'histoire ». Une nouvelle croyance s'est développée, selon laquelle « l'intelligence des marchés » permettrait de résoudre tous les problèmes de la planète. Près de vingt ans après la chute du mur de Berlin, force est de constater la naïveté de cette vision. Les acteurs privés eux-mêmes redécouvrent l'importance du politique et attendent que les États exercent pleinement leurs responsabilités, dans un cadre à redéfinir. Mais les États sont désorientés, et le sentiment qu'« il n'y a pas de pilote dans l'avion » est très répandu sur la planète. La mal-gouvernance est la question majeure du début du XXI^e siècle.

La World Policy Conference (WPC) vise à apporter des réponses concrètes à cette question. Elle se réunira chaque année autour de chefs d'État ou de gouvernement de tous les continents, à la fois responsables de leurs propres pays et co-responsables du devenir de la planète dans son ensemble. Leurs échanges seront accompagnés par des ateliers réunissant les meilleurs experts et décideurs issus des secteurs publics et privés. La WPC est donc conçue comme un processus constructif visant à replacer le politique au cœur du débat. Un débat à la mesure des défis de notre temps.

Thierry de Montbrial
Président et fondateur

Concept	page 3
Agenda	page 5
Programme	page 8
Lieu de la conférence	page 15
Contacts	page 18

La World Policy Conference : concept et positionnement

1. Concept

Où en est le monde? Où va le monde? Que faire pour mieux orienter le monde?

L'**Ifri** (Institut français des relations internationales), **centre européen** de recherche et de débat **actif dans l'ensemble du monde, indépendant** de toute affiliation politique, lance un **dialogue de type nouveau** organisé autour de chefs d'État ou de gouvernement de toutes les régions du monde.

Le monde de 2008 ne répond pas aux espoirs suscités par la fin de la guerre froide. Il n'est ni pacifié, ni unifié par la mondialisation triomphante. Il n'est gouverné ni par un « multilatéralisme bienveillant », ni par des « entreprises citoyennes ». Il est confronté à l'hétérogénéité croissante des intérêts particuliers. La diffusion mal contrôlée des technologies, l'affrontement des représentations culturelles, la répartition inégale des ressources, les dérèglements financiers, les menaces sur la santé et l'environnement, les mouvements de populations, sont autant de problèmes perçus comme menaçants. La montée de nouvelles puissances bouleverse l'ordre ancien. Le politique ne s'étant pas adapté au rythme des transformations technologiques et économiques, la capacité des gouvernements et des institutions internationales à trouver des solutions est mise en doute. **Le sentiment dominant est que le monde n'est pas gouverné.**

Face à ce constat, notre Conférence repose sur **quatre convictions** :

- le monde, dans ses aspects politiques, est **un système qui a besoin de gouvernance.**
- la globalisation a contribué à **multiplier les acteurs non étatiques** (entreprises, opérateurs de marchés, ONG...); la gouvernance, les choix politiques ne peuvent se faire que par **concertation entre ces acteurs et les États.**
- **les États doivent retrouver un rôle central** : ils ont vocation à orienter le « système du monde ».
- il faut **définir un cadre approprié pour débattre de la gouvernance** du « système du monde », autour de ceux qui exercent les responsabilités politiques.

2. Originalité

Unique en son genre, la World Policy Conference (WPC), s'organisera **annuellement** autour des décideurs politiques du plus haut niveau :

- lors des **séances plénières**, composantes centrales de la WPC, **les chefs d'État ou de gouvernement**, quelle que soit la taille ou la « puissance » de leurs pays, **auront chacun la parole, de manière égale et exclusive**. Grâce aux **médias partenaires**, les réponses qu'ils pourront apporter aux trois questions initialement posées (Où en est le monde? Où va le monde? Que faire pour mieux orienter le monde?), ainsi que leurs visions, leurs convictions et leurs engagements sur des thèmes globaux intéressant l'avenir de l'humanité, seront exposés dans un contexte de **grande visibilité**.
- chaque **chef d'État ou de gouvernement** sera, s'il le souhaite, **l'invité d'honneur d'un déjeuner-débat**. Des échanges approfondis avec des personnalités et des experts de haut niveau l'accompagneront dans ses réflexions sur ses engagements en tant que « **co-dirigeant** » de ce monde.
- dans **les ateliers**, les **chefs d'État et de gouvernement** pourront être **représentés** par des collaborateurs de leur choix. Ces ateliers réuniront également des **experts** et des **personnalités issus du monde politique et économique**, ainsi que des **représentants des sociétés civiles**, autour des thèmes déclinant les grandes problématiques retenues. Ils seront animés par des experts (dont ceux de l'Ifri) et des journalistes éminents de différentes nationalités.
- dans le cadre du **suivi de la Conférence**, un **rapport annuel** sera publié **en anglais et en français**; un **site Internet en anglais** géré par l'Ifri offrira aux participants la possibilité de poursuivre les débats; **chaque chef d'État ou de gouvernement désignera un représentant qui jouera le rôle de « sherpa » au sein d'un comité informel de suivi**.

3. Objectif

La WPC se veut être un lieu qui aidera les décideurs à trouver, par un dialogue tourné vers l'action, les **moyens de dessiner l'avenir du système mondial, de rendre les stratégies des acteurs compatibles, de mettre les efforts de tous au service d'une vision partagée de l'intérêt général**. Des **participants sélectionnés** (politiques, responsables d'organisations multilatérales, chefs d'entreprises, experts et journalistes éminents) dont le nombre total ne devra pas excéder un millier, seront **réunis autour des chefs d'État et de gouvernement** pour engager **une réflexion politique collective à la mesure des défis de notre temps**.

Le Président de la République française ouvrira et participera à la World Policy Conference.

La World Policy Conference : programme et thèmes des ateliers

- Du lundi 6 au mercredi 8 octobre, sont prévues 7 séances plénières durant lesquelles les chefs d'État et de gouvernement en exercice (de 12 à 15) auront chacun la parole, de manière égale et exclusive.
- Du lundi 6 au mercredi 8 octobre, autour des chefs d'État et de gouvernement et d'autres hautes personnalités, sont prévus une vingtaine de déjeuners-débats.
- Avant le dîner du lundi 6 et le dîner de gala du mardi 7, 10 ateliers réuniront chaque après-midi les participants à la Conférence autour d'un thème particulier. Les ateliers seront animés par des personnalités hautement qualifiées, représentant différentes régions du monde.

Agenda

Dimanche 5 Octobre

17h00-20h00 Inscription

19h00-22h00 Buffet d'accueil

Lundi 6 Octobre

9h00-13h00 Deux sessions plénières autour des leaders mondiaux

13h00-14h30 Déjeuners-débats parallèles

15h30-17h30 Ateliers parallèles :

- Les États-Unis : qu'attend le monde de l'« indispensable nation » ?
- Terrorismes : quelles réponses à quelles menaces ?
- Russie : développements internes et politiques extérieures
- L'Afrique sub-saharienne : implosion ou décollage ?
- Amérique latine : populisme et développement
- L'économie de la connaissance mérite encore un effort
- L'argent triomphant : l'heure de la régulation, l'heure de la moralisation
- Israël/Palestine, la question internationale la plus urgente : quels engagements des acteurs extérieurs ?
- La gouvernance mondiale face au risque sanitaire global
- Crise du crédit, crise financière, crise économique : que faire ?

18h30-20h00 Session plénière autour des leaders mondiaux

21h00-22h30 Dîner

Mardi 7 Octobre

9h00-12h30 Deux sessions plénières autour des leaders mondiaux

13h00-14h30 Déjeuners-débats parallèles

15h30-17h30 Ateliers parallèles :

- Quelle gouvernance pour quelle stabilité ?
- Chine : développements internes et affirmation de puissance
- L'Europe à 27 et plus est-elle viable ?
- La régulation des migrations, enjeu mondial
- Écarter les risques de guerres commerciales et de dévaluations compétitives
- Le Golfe est-il en train de devenir un arc d'espoir ?
- Arc de crise : de l'Irak au Pakistan
- Japon : quelle puissance, quelles stratégies ?
- Inde : puissance régionale et/ou acteur mondial ?
- Énergie et climat : quels défis diplomatiques ?

21h00-23h00 Dîner de Gala

Mercredi 8 Octobre

9h00-12h30 Deux sessions plénières autour des leaders mondiaux

13h00-15h15 Déjeuners-débats de clôture

Thèmes des ateliers

1. Les États-Unis : qu'attend le monde de l'« indispensable nation » ?

Le « moment unipolaire » de l'après guerre froide est passé, mais les États-Unis demeurent, à l'horizon prévisible, la puissance de référence. À la veille de la présidentielle, et après une forte érosion du « soft power » américain, qu'attend le monde des États-Unis ? Ces derniers sont-ils prêts à redéfinir leur rôle constructivement, par rapport aux autres puissances et aux organisations multilatérales dans un monde en voie de multipolarisation ?

2. Russie : développements internes et politiques extérieures

La Russie est « de retour », en particulier parce que la hausse du prix des hydrocarbures stimule sa croissance économique et multiplie ses cartes internationales. Comment consolider cette croissance qui repose à l'excès sur les matières premières ? Les nouvelles cartes de la Russie vont-elles déterminer une nouvelle capacité de proposition, et de « co-gestion » dans les espaces de ses intérêts stratégiques ? Qu'attend le monde de la Russie - et à travers quelles politiques ? Inversement, qu'attend Moscou de ses partenaires ?

3. Chine : développements internes et affirmation de puissance

Quels effets l'émergence économique de la Chine, qu'elle se poursuive ou s'interrompe, aura-t-elle sur les économies de la région et sur le monde dans son ensemble ? Plus largement, est-ce à partir de l'affirmation de la puissance globale de la Chine que peuvent se redéfinir les équilibres de puissance à l'échelle régionale, et à l'échelle mondiale ? Comment rendre compatible la stratégie chinoise et celles des autres acteurs, régionaux ou globaux ?



4. Japon : quelle puissance, quelles stratégies ?

Le Japon, du fait de son économie, de sa force militaire et technologique - et en particulier de son statut de pays « du seuil nucléaire » -, est une puissance de premier plan, insuffisamment considérée comme telle. Tokyo redéfinit aujourd'hui sa surface internationale, en raison de l'évolution de sa société, et de la métamorphose des rapports de force régionaux affectés principalement par l'émergence chinoise. Comment appréhender la place du Japon dans une Asie dont l'organisation régionale et le poids mondial sont en pleine mutation ? Au-delà de l'Asie, que souhaite le Japon, et qu'espère le monde pour le Japon ?

5. Inde : puissance régionale et/ou acteur mondial ?

Des ressorts et des modalités de la croissance indienne, et de ses nouvelles ambitions internationales, dépend en large part la forme de la multipolarité de demain. L'Inde voudra-t-elle et parviendra-t-elle à jouer à la fois les cartes de l'émergence économique et de la puissance politique ? Elle va devoir redéfinir ses relations régionales (Chine, Pakistan...), et plus globalement dire quelle place elle entend jouer dans les affaires du monde et dans l'élaboration des règles communes.

6. Amérique latine : populisme et développement

L'incertitude qui touche nombre de régimes latino-américains tentés par un certain populisme affecte-t-elle à terme, et comment, le développement du continent et son avenir dans l'économie mondiale ? Quel peut être demain le poids de l'Amérique latine - et en particulier du Brésil - dans la politique mondiale, et comment se fera-t-il sentir ?



7. L'Afrique sub-saharienne : implosion ou décollage ?

L'Afrique peut être vue à la fois comme le continent de l'espoir (décollage économique dans certains pays, meilleure organisation régionale, progrès de la démocratie), et comme un espace menacé d'implosion (crise des États, fortes inégalités de développement, multiplication des conflits internes, etc.). Quelles méthodes pourraient mieux valoriser les cartes des pays africains ? Et quel est, quel pourrait être le rôle des acteurs extérieurs ?

8. L'Europe à 27 et plus est-elle viable ?

Une Union européenne à près de trente membres est inévitablement hétérogène. L'UE va demeurer, et s'étendre encore, mais autour de quels projets ? Le projet de puissance politique devra-t-il être complètement abandonné ? Veut-on que l'UE devienne un acteur du nouveau monde multipolaire ? En quel sens ? Et sur quels espaces géographiques et politiques extérieurs pourra peser cette Union ?

9. Israël/Palestine, la question internationale la plus urgente : quels engagements des acteurs extérieurs ?

La plupart des acteurs internationaux s'accordent sur la solution au conflit qu'apporterait la coexistence de deux États. L'urgence commande de réduire ou de marginaliser les forces qui s'y opposent. La perpétuation du statu quo n'est-elle pas porteuse de risques extrêmes ? Quelle part concrète, selon des modalités à définir, les grands acteurs mondiaux ou régionaux (au premier chef les États-Unis, mais aussi les États arabes, la Russie, l'Union européenne, l'ONU, l'OTAN...) peuvent-ils prendre dans la résolution de cette question ?

10. Arc de crise : de l'Irak au Pakistan

Le désastre irakien, qui pourrait déboucher sur l'activation d'un « arc chiite » et/ou sur l'explosion du pays, le blocage officiel des relations entre des grandes puissances occidentales et Téhéran, l'instabilité interne du Pakistan, l'absence de perspective d'une sortie de guerre en Afghanistan : ces éléments font de la région un arc de crise particulièrement préoccupant. Quels moyens de stabilisation internes des sociétés politiques, quels moyens régionaux d'équilibrage ? Quels acteurs peuvent aider à négocier les sorties de crise ?

11. Quelle gouvernance pour quelle stabilité ?

Le « multilatéralisme » développé pendant et après la guerre froide a démontré à la fois ses mérites (contrôle des armements et désarmement, TNP, rôle de l'ONU et des institutions de sécurité régionales, TPI...) et ses limites (gestion des crises internationales, prolifération...). Après la période de « démontage » systématique du multilatéralisme de la part de Washington, et alors qu'émergent de nouvelles puissances, comment concilier « multipolarité » et « multilatéralisme » ? Quelles institutions, quelles procédures sont nécessaires pour aller vers un monde multipolaire organisé ?

12. L'argent triomphant : l'heure de la régulation, l'heure de la moralisation

Une économie globale est une économie où les marchés jouent un rôle croissant. L'expérience récente montre l'influence grandissante de fonds privés (hedge funds) ou publics (sovereign wealth funds), dont la logique d'intervention inquiète. Par ailleurs, l'argent « gris » (drogue, armements, contrebande...) pèse d'un poids croissant et cherche refuge dans des « paradis » opaques. Comment les fonds peuvent-ils plus utilement contribuer à la croissance mondiale ? Comment organiser l'interaction des acteurs privés et publics ? Comment lutter plus efficacement contre l'argent du crime ? Quelle est la responsabilité des États dans la régulation de ces acteurs et de ces flux ?

13. Écarter les risques de guerres commerciales et de dévaluations compétitives

L'expansion du commerce international reste l'un des moteurs les plus puissants de la croissance mondiale; il continuera à jouer ce rôle à condition que les États mènent des politiques appropriées : quelles perspectives donner à la libéralisation des échanges? Comment les États doivent-ils faire face aux délocalisations à venir? Comment éviter que des déséquilibres croissants de balances des paiements ne deviennent ingérables? Comment traiter la relation théoriquement contestée mais politiquement incontestable entre taux de change et politiques commerciales?

14. L'économie de la connaissance mérite encore un effort

L'« économie de la connaissance » constitue un défi majeur pour l'ensemble des économies, émergentes comme développées. Peu nombreux sont les pays qui ont réussi cette transition. Les gouvernements éprouvent beaucoup de difficultés à transformer l'ambition en réalité. En Europe, le processus de Lisbonne est un échec. Comment organiser plus efficacement les efforts en faveur de l'éducation? Où faire porter l'effort? Quelles initiatives prendre pour que l'innovation crée de nouvelles opportunités de croissance? Comment faciliter l'adhésion du corps social à ces mutations?

15. Crise du crédit, crise financière, crise économique : que faire?

La crise actuelle semble être plus grave que celles traversées depuis plus de 20 ans. Pourquoi? Quels enseignements tirer des erreurs commises? A-t-on fait preuve d'un zèle excessif en matière de déréglementation? Quelles initiatives prendre pour en éviter la répétition, même si elles se manifestent sous de nouvelles formes? Quelles nouvelles règles pour la planète financière.



16. La régulation des migrations, enjeu mondial

Les migrations humaines Sud-Nord, Sud-Sud, ou dans les pays développés constituent une face importante de la mondialisation, mal appréhendée et mal régulée. La question est trop complexe (relations avec le développement, question de la stabilité interne des sociétés « exportatrices », « importatrices » ou de transit...) pour qu'elle puisse relever de décisions purement nationales, ou purement internationales. Un mode de gestion combinant politiques domestiques et extérieures, et faisant sa place aux conceptions et aux intérêts de tous les États, du Nord et du Sud, reste à inventer.

17. Énergie et climat : quels défis diplomatiques?

L'énergie est toujours un enjeu international de premier plan. C'est un dossier qui connaît des dimensions nouvelles principalement du fait de l'explosion des besoins. Si la rareté des ressources provient de l'insuffisance des investissements, comment les stimuler? Faut-il remettre le nucléaire à l'ordre du jour? Comment rendre les intérêts nationaux compatibles? Par ailleurs, le changement climatique est devenu l'objet d'une préoccupation mondiale. Quelles propositions faire pour créer après Bali la « gouvernance carbone » dont la planète a besoin? L'Europe pourra-t-elle, et à quel prix, exercer le leadership qu'elle croit avoir tiré de l'accord de Kyoto?

18. La gouvernance mondiale face au risque sanitaire global

Le risque de pandémie est un aspect encore insuffisamment perçu de la mondialisation. Y faire face, c'est développer l'offre d'un « bien public global » indispensable, puisque ni le marché ni les organisations existantes (OMS) n'offrent une réponse suffisante. La mondialisation appelle clairement ici des formes de gouvernance nouvelles, mêlant les initiatives décentralisées et celle des États. Comment organiser cette interaction, légitimer une intervention plus active des uns et des autres, comment assurer l'efficacité de ces interventions? Quelle gouvernance internationale de ces dispositifs mettre en place? Quelles priorités fixer, pour quels engagements, et avec quels moyens?

19. Le Golfe est-il en train de devenir un arc d'espoir ?

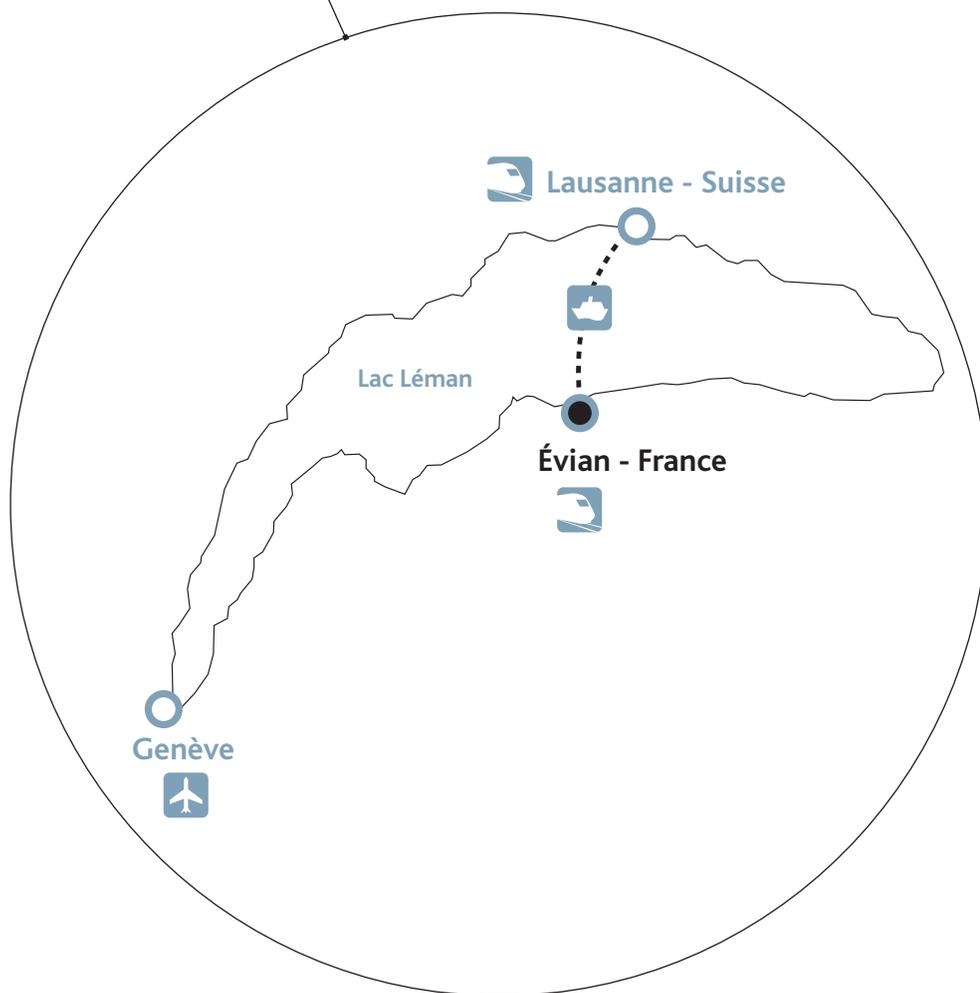
Prise entre un développement économique spectaculaire, en partie basé sur la montée du prix des hydrocarbures, et la croissance des risques géopolitiques et géo-économiques résultant principalement de sa position géographique, la péninsule arabique est à la croisée des chemins. S'orientera-t-elle vers la géographie de l'espoir de l'Asie, avec le rêve singapourien, ou dérivera-t-elle vers la géographie de la tension du Grand Moyen Orient ?

20. Terrorismes : quelles réponses à quelles menaces ?

Peut-on établir un consensus entre les États sur la façon d'aborder les phénomènes terroristes, sur leur importance pour les équilibres internationaux en général, et sur les mesures multilatérales destinées à les combattre ? La dimension technologique, et en particulier la prolifération des armes de destruction massive, modifie-t-elle fondamentalement le sens, et les effets, des activités terroristes ? Si oui, comment la société internationale peut-elle répondre à ce défi ?

Lieu de la conférence





Évian

Évian est située dans les Alpes françaises, sur la rive sud du lac Léman, face à la Suisse (Lausanne). Évian est connue pour accueillir les plus prestigieuses conférences et sommets mondiaux (dont le G8 en 2003).

Construite en amphithéâtre au bord de lac, Évian bénéficie d'un environnement exceptionnel entre lac et montagnes qui lui a donné sa renommée de station touristique internationale. Connue dans le monde entier pour son eau minérale naturelle, Évian a su préserver et mettre en valeur son patrimoine architectural. Elle est une cité accueillante et dynamique.

Accès :

En voiture :

- Paris 580 km via A6/A40/N206/RN5
- Lyon 190 km via A42/A40/N206/RN5
- Annecy 85 km via A41/N206/RN5
- Genève 45 km via RN5
- Autoroute depuis la Suisse : sortie Villeneuve à 25 km

Par train :

- Gare SNCF d'Évian
- Liaisons quotidiennes Paris via Bellegrade
- TGV direct Paris / Évian les week-ends en saison d'hiver et d'été
- SNCF informations-réservations :
 - Depuis la France : 3635
 - Depuis l'étranger : +33 (0)8 92 35 35 35
 - www.voyages-sncf.com

Par avion :

- Aéroport international de Genève à 50 km
- Informations sur les vols : + 41 900 57 15 00
- Bureau accueil France : + 41 22 798 20 00

Transferts locaux :

- Genève / Évian :
 - Taxis
 - Hélicoptère
 - Navette spéciale Forum
- Lausanne / Évian :
 - Navette bateau régulière (durée de la traversée : 35 mn)
 - Navette bateau spéciale Forum
- Genève / Lausanne :
 - Taxis
 - Train direct depuis l'aéroport

Hôtels :

Un large choix d'hôtels est disponible à Évian (catégories 2 à 4 étoiles) et à Lausanne (catégories 2 à 5 étoiles).

Pour plus d'informations, connectez-vous à www.worldpolicyconference.org.

Comment participer à la World Policy Conference ?

Pour plus d'informations concernant la World Policy Conference, contactez-nous :

1. Inscription / Information

www.worldpolicyconference.org

Fax : +33 (0)1 58 47 99 10

2. Contenu / Programme

Ifri - Institut français des relations internationales
World Policy Conference

27, rue de la Procession

75740 Paris Cedex 15, France

Dr. SongNim Kwon : +33 (0)1 40 61 72 81

E-mail : kwon@worldpolicyconference.com

3. Production / Partenariat

Havas - Euro RSCG Worldwide Events

World Policy Conference

2, allée de Longchamp

92150 Suresnes, France

E-mail : production@worldpolicyconference.com

partnership@worldpolicyconference.com

4. Presse / Accréditation

Havas - Euro RSCG Worldwide Events

World Policy Conference

2, allée de Longchamp

92150 Suresnes, France

Anne Hommel : +33 (0)1 58 47 84 07

Marie Tanguy-Moysan : +33 (0)1 58 47 97 94

E-mail : press@worldpolicyconference.com

Accréditations uniquement pour les journalistes
qui veulent participer à la World Policy Conference.

Une initiative de l'Ifri, produite par Euro RSCG Worldwide Events.

2, allée de Longchamp

92150 Suresnes, France

M. Gérard Askinazi, CEO : +33 (0)1 58 47 88 12

E-mail : gerard.askinazi@eurorscg.fr

 EURO RSCG WORLDWIDE EVENTS



le nouvel
Observateur

Partenariats presse pour la première édition
de la World Policy Conference



A series of horizontal dotted lines for taking notes.





W O R L D
P O L I C Y
C O N F E R E N C E

S.E. Nicolas Sarkozy, Président de la République française, ouvrira la World Policy Conference.

Chefs d'État ou de gouvernement et hautes personnalités internationales

(d'autres leaders attendus ne sont pas mentionnés sur cette liste)

S.M. le Roi Abdullah II bin Al Hussein

Roi du Royaume hachémite de Jordanie

S.E. Cheikh Hamad bin Jasim bin Jaber Al-Thani

Premier ministre de l'État du Qatar

S.E. Kofi Annan

Ancien Secrétaire général des Nations unies

S.E. Carl Bildt

Ministre des Affaires étrangères de Suède
Ancien Premier ministre de Suède

S.E. Zbigniew Brzezinski

Ancien conseiller à la sécurité nationale des États-Unis

S.E. Patricia Espinosa Cantellano

Ministre des Relations extérieures des États-Unis du Mexique

S.E. Jaap de Hoop Scheffer

Secrétaire général de l'OTAN

S.E. Abdullah Gül

Président de la République de Turquie

S.E. Seung-Soo Han

Premier ministre de la République de Corée

S.E. Toomas Hendrik Ilves

Président de la République d'Estonie

S.E. Jean-Claude Juncker

Premier ministre du Luxembourg

S.E. Kóstas Karamanlís

Premier ministre de la République hellénique

S.E. Henry Kissinger

Ancien secrétaire d'État des États-Unis

S.E. Aleksander Kwaśniewski

Ancien Président de la République de Pologne

S.E. Shimon Peres

Président de l'État d'Israël

S.E. Hans Gerd Poettering

Président du Parlement européen

S.E. Boris Tadic

Président de la République de Serbie

S.E. Jean-Claude Trichet

Président de la Banque centrale européenne

S.E. Abdoulaye Wade

Président de la République du Sénégal

S.E. Victor Iouchtchenko

Président de la République d'Ukraine

S.E. José Luis Rodríguez Zapatero

Président du Gouvernement espagnol

S.E. Robert Bruce Zoellick

Président de la Banque mondiale

S.E. Jacob Zuma

Président du Congrès national africain

Experts

(ceux de l'Ifri ne sont pas mentionnés sur cette liste)

Avineri, Shlomo

Professeur de sciences politiques à la faculté hébraïque de Jérusalem.

Bergsten, Fred

Économiste américain, auteur et conseiller politique. Ancien sous-secrétaire d'État aux affaires internationales au département du Trésor des États-Unis. Président de l'Institut Peterson pour l'économie internationale.

Blackwill, Robert D.

Senior fellow à la RAND corporation. Ancien ambassadeur des États-Unis en Inde. Ancien député au Conseil de sécurité des États-Unis.

Chan, Heng Chee

Ambassadeur de Singapour aux États-Unis. Professeur à l'université nationale de Singapour.

Collomb, Bertrand

Président honoraire de Lafarge. Président de l'Association française des entreprises privées (AFEP). Président du *World Business Council for Sustainable Development* (WBCSD). Président du conseil d'administration de l'Ifri.

Dervis, Kemal

Administrateur du programme des Nations unies pour le développement.

Foucher, Michel

Ancien ambassadeur de France en Lettonie. Ex-directeur du CAP.

Fukuyama, Francis

Professeur à l'université John Hopkins.

Funabachi, Yoichi

Correspondent pour la diplomatie et éditorialiste au journal japonais *Asahi Shimbun*.

Gadonneix, Pierre

Président directeur général d'EDF et président du comité exécutif depuis 2004.

Goldman, Marshall

Professeur d'économie au Collège Wellesley. Expert en économie de l'ex-URSS. Directeur associé du Centre de recherche sur la Russie de l'université d'Harvard.

Han, Sung-Joo

Président de l'Institut d'études politiques Asan. Directeur de l'*East Asian Vision Group* et codirecteur du *Council for Security Cooperation in the Asia Pacific*. Ancien ministre des Affaires étrangères de la République de Corée.

Iglesias, Enrique

Secrétaire général de la SEGIB. Ancien président de la BID. Ancien ministre des Affaires étrangères d'Uruguay.

Ischinger, Wolfgang

Diplomate allemand. Ancien ambassadeur au Royaume-Uni et aux États-Unis. Président de la Conférence annuelle sur la sécurité, Munich. Chef des affaires gouvernementales d'Allianz SE.

Karaganov, Serguei

Directeur du Conseil de politique étrangère et de défense. Doyen de l'école d'économie internationale et d'affaires étrangères de l'Université d'État *Higher School of Economics* (SU-HSE) de Moscou.

Mahbubani, Kishore

Doyen de l'école de politique publique de Lee Kuan Yew à Singapour.

Monti, Mario

Président de l'université Bocconi de Milan. Premier président de Bruegel, une think tank européenne fondée en 2005.

Olivennes, Denis

Directeur général délégué et directeur de la publication du *Nouvel Observateur*.

Paoli, Stéphane

Rédacteur en chef de *France Inter*.

Perthes, Volker

Directeur de l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité (SWP - *Stiftung Wissenschaft und Politik*).

Saint-Paul, Gérard

Directeur de l'information et des programmes de *France 24*.

Sandschneider, Eberhard

Directeur de l'Institut de recherche de la société allemande de politique étrangère de Berlin.

Satoh, Yukio

Ancien ambassadeur aux Nations unies. Chef de l'Institut japonais pour les affaires internationales (JIIA).

Siegman, Henry

Directeur du projet États-Unis/Moyen-Orient au *Council on Foreign Relations*.

Stern, Nicholas

Directeur du centre de recherche sur l'Asie à la *London School of Economics*.

Tharoor, Shashi

Candidat officiel de l'Inde à la succession de Kofi Annan en 2006. Membre de l'Institut des humanités de New York.

Thornhill, John

Éditeur du *Financial Times*.

Vedrine, Hubert

Ancien ministre des Affaires étrangères.

Wang, Jisi

Président de l'Institut d'études internationales de l'université de Pékin.

Yim, Sung-Joon

Président de la Fondation de Corée. Ancien ambassadeur de Corée au Canada et en Égypte.



Institut français des relations internationales
27, rue de la Procession - 75740 Paris cedex 15 - France
kwon@worldpolicyconference.com
www.ifri.org